



VISITE DE TRAVAIL AUX ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE,  
VISITE OFFICIELLE EN RÉPUBLIQUE DU PÉROU,  
ET VISITE D'ÉTAT EN RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA  
PAR LEURS EXCELLENCES  
LE TRÈS HONORABLE DAVID JOHNSTON, GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA,  
ET  
M<sup>ME</sup> SHARON JOHNSTON

---

## DÉLÉGATION

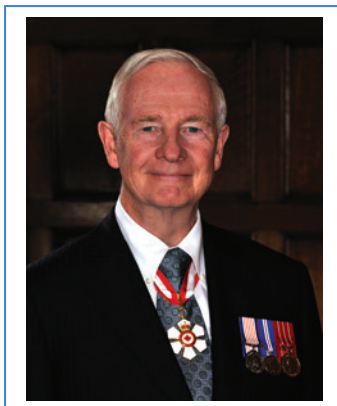


États-Unis du Mexique  
du 30 novembre au 2 décembre 2012

République du Pérou  
du 2 au 5 décembre 2012

République du Guatemala  
du 5 au 7 décembre 2012





**Son Excellence le très honorable David Johnston**  
Gouverneur général du Canada

David Johnston a débuté sa carrière comme professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université Queen's en 1966, puis s'est joint à la Faculté de droit de l'Université de Toronto en 1968. Il est devenu doyen de la Faculté de droit de l'Université de Western Ontario en 1974. Il a été nommé principal et vice-chancelier de l'Université McGill en 1979, et en juillet 1994, il est retourné à la Faculté de droit de l'Université McGill à titre de professeur à plein temps. En juin 1999, il est devenu le cinquième président de l'Université de Waterloo. M. Johnston a fait partie de nombreux groupes de travail et comités provinciaux et fédéraux. Il a siégé à de nombreux conseils d'administration, dont ceux d'Arise, de CGI, de Fairfax et de Masco. Il a été président de l'Association des universités et collèges du Canada et de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. Il est fondateur de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et en a été le président. Il a également été président du Comité consultatif sur l'autoroute de l'information du gouvernement fédéral et a été le premier président non-américain du Board of Overseers de l'Université Harvard. Il est l'auteur ou le coauteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages, a reçu des doctorats honoris causa d'une douzaine d'universités et est Compagnon de l'Ordre du Canada.

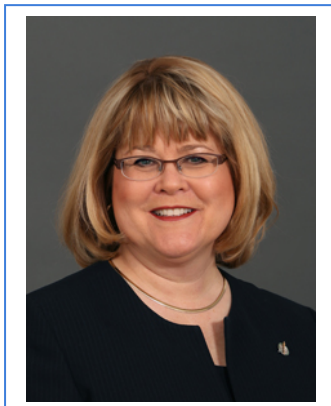
M. Johnston détient un LL.B. de l'Université Queen's (1966), un LL.B. de l'Université de Cambridge au Royaume-Uni (1965) et un B.A. de l'Université Harvard (1963). Durant son séjour à Harvard, il a été élu à deux reprises au All-American hockey team et est membre du temple de la renommée athlétique de l'Université Harvard. Il s'intéresse particulièrement à la réglementation des valeurs mobilières, au droit corporatif et aux technologies de l'information.



**Son Excellence madame Sharon Johnston**

M<sup>me</sup> Johnston a obtenu son diplôme en physiothérapie et ergothérapie de l'Université de Toronto en 1966. Elle a travaillé dans le domaine de la psychiatrie infantile. Elle a fait une maîtrise et un doctorat en sciences de la réadaptation, tout en élevant ses cinq filles. Au niveau de la maîtrise, M<sup>me</sup> Johnston a examiné une façon plus efficace de dégager les voies respiratoires étroites des personnes atteintes de la fibrose kystique. Pour sa thèse de doctorat, elle a approfondi l'étude de la coordination des muscles respiratoires impliqués dans le mécanisme vocal, soit la parole, le bégaiement et le chant. Sa thèse a donné lieu à la publication d'articles scientifiques sur la mécanique respiratoire. Alors que son mari David Johnston était président de l'Université de Waterloo (Ontario), M<sup>me</sup> Johnston a géré pendant 12 ans une ferme de cent acres comprenant une petite pension pour chevaux, appelée Chatterbox Farm.

M<sup>me</sup> Johnston écrit en ce moment un roman qu'elle a commencé dans le cadre d'un programme d'études universitaires supérieures pour écrivains, au Collège Humber. Il s'agit du récit romancé de la vie dans le sud-ouest de l'Alberta durant l'époque colorée qui a suivi la Grande Guerre, une histoire inspirée du vécu de la grand-mère de M<sup>me</sup> Johnston.



### **L'honorable Diane Ablonczy**

Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires)

Diane Ablonczy a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en 1993, puis a été réélue en 1997, 2000, 2004, 2006, 2008 et 2011. Elle a été nommée secrétaire d'État (Petite Entreprise et Tourisme) en août 2007 et ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) en octobre 2008. En janvier 2010, elle a été nommée ministre d'État (Aînés), puis, en janvier 2011, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires). Avant d'occuper ce poste, M<sup>me</sup> Ablonczy a été secrétaire parlementaire auprès du ministre des Finances. Elle a siégé à plusieurs comités permanents de la Chambre des communes, notamment ceux de la citoyenneté et de l'immigration, du

développement des ressources humaines, de la condition des personnes handicapées et de la santé. Elle a aussi siégé au Comité de la Chambre des communes sur les finances. Avant de faire le saut en politique, M<sup>me</sup> Ablonczy a occupé des emplois variés. Elle a notamment enseigné à l'école secondaire, géré une ferme céréalière et établi un cabinet d'avocat prospère.

M<sup>me</sup> Ablonczy est titulaire de diplômes en éducation et en droit de l'Université de Calgary. Mariée à Ron, elle a une fille, quatre autres enfants par alliance et cinq petits-enfants.



### **Randy Hoback**

Député

Randy Hoback est le député de la circonscription fédérale de Prince Albert.

M. Hoback croit fermement qu'il faut soutenir les organisations agricoles qui contribuent au développement de l'agriculture au Canada. De 1986 à 2000, il travaille d'abord pour un fabricant de machinerie agricole, Flexicoil, ainsi que pour Case New Holland, la compagnie qui en devient ultérieurement la société mère. Pendant toute cette période, il garde un intérêt pour la ferme familiale qu'il achète finalement en 2000 et qu'il agrandit pour la faire passer à 3 300 acres. Il fonde aussi une entreprise de camionnage et d'épandage sur commande. En 2005, il est mis en candidature pour le prix du jeune agriculteur d'élite de la Saskatchewan.

Tour à tour, il devient président de Can Ag Ventures; agent de l'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan au nom de la municipalité rurale de Canwood; et président de l'Association des producteurs de blé de l'Ouest canadien, qu'il a représentée auprès de l'Organisation mondiale du commerce à Genève et à Hong Kong au sein du comité consultatif sur le commerce d'Agriculture Canada. Il travaille en étroite coopération avec, entre autres, l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, les Producteurs de grains du Canada, l'Association des producteurs d'orge de l'Ouest, l'Association canadienne des producteurs de canola, la Commission albertaine de l'orge et des céréales, l'Association des éleveurs à grain de l'Ouest canadien, le Conseil du canola du Canada, la Commission canadienne des grains et la Commission canadienne du blé. Cette expérience le mène par la suite à



Ottawa, où il fait office de conseiller spécial auprès du secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et du ministre responsable de la Commission canadienne du blé. À titre de parlementaire, M. Hoback est actuellement membre du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire et du Comité permanent des finances de la Chambre des communes. Il a aussi fait partie antérieurement du Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes et du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

En mars 2010, il est élu président de la section canadienne du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) – organisation qui a pour vocation de promouvoir la participation parlementaire au sein du système interaméricain et d'encourager le dialogue sur les questions d'importance pour l'hémisphère. Le FIPA cherche aussi à favoriser le partage d'expériences et de meilleures pratiques entre ses membres et s'attache à renforcer le rôle des assemblées nationales dans le développement démocratique ainsi qu'à promouvoir l'harmonisation des lois et l'intégration hémisphérique comme instruments de développement durable et harmonieux dans la région. En septembre 2011, M. Hoback est élu président du FIPA lors de la 8e assemblée annuelle du FIPA ParlAmericas à Asuncion au Paraguay.

M. Hoback possède un certificat en administration des affaires de l'Université de la Saskatchewan, ainsi que le titre de directeur agréé (C. Dir) du Collège des directeurs agréés de l'Université McMaster. Randy et sa conjointe Jerri ont élevé deux enfants.



**Brian Masse**  
Député

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 2002, Brian Masse représente la circonscription de Windsor-Ouest, dans le sud-ouest de l'Ontario. Il a été réélu en 2004, 2006, 2008 et, récemment, en 2011. Son élection en 2002 a causé un remous politique majeur dans Windsor-Ouest, car c'était la première fois qu'un membre du Nouveau Parti démocratique (NPD) était élu dans cette circonscription pour représenter les citoyens au niveau fédéral, mettant ainsi fin à près de 40 ans de représentation libérale au Parlement canadien. Brian Masse a agi comme porte-parole néo-démocrate en matière d'industrie, d'industrie automobile et de questions frontalières de 2002 à 2007. En septembre 2007, il est devenu le porte-parole en matière de transports, tout en conservant ses fonctions de porte-parole adjoint en matière d'industrie automobile et de questions frontalières. Après l'élection de 2008, il a de nouveau été nommé porte-parole néo-démocrate en matière d'industrie, d'industrie automobile et de questions frontalières.

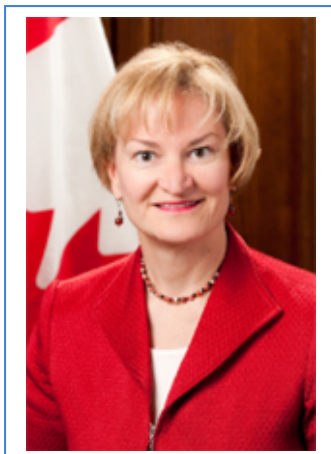
M. Masse est actuellement le porte-parole de l'opposition officielle pour les questions touchant la frontière canado-américaine et la Porte continentale Ontario-Québec. Avant d'être élu député fédéral, M. Masse a servi avec distinction les citoyens de sa collectivité à titre de conseiller municipal de Windsor, poste auquel il a été élu à deux reprises, soit en 1997 et en 2000. Ce fier diplômé de l'Université Wilfrid Laurier (baccalauréat spécialisé en sociologie) a terminé les travaux scolaires en vue d'une maîtrise. M. Masse est marié à Terry Chow. Ils ont deux enfants : Alexandria et Wade.



**L'honorable Geoff Regan**  
Député

Élu député pour la circonscription de Halifax-Ouest pour la première fois en 1993, Geoff Regan a été réélu pour la sixième fois en mai 2011. Il est un membre principal du caucus libéral et est actuellement le porte-parole du Parti libéral en matière d'industrie et de consommation. M. Regan a travaillé inlassablement à la promotion d'initiatives citoyennes dans les domaines de l'éducation, de la protection de l'environnement, de la protection de la santé, de la sécurité du revenu de la retraite, ainsi qu'à la promotion du Programme d'accès communautaire et du programme pour la rénovation résidentielle. Il s'emploie activement à favoriser l'engagement des citoyens, ayant organisé plus d'une centaine de forums publics.

De 2003 à 2006, M. Regan a été ministre de Pêches et Océans et a agi comme secrétaire parlementaire du leader du gouvernement de 2001 à 2003. En tant que ministre régional pour la Nouvelle-Écosse, M. Regan a participé activement aux négociations de l'Accord de 2005 sur les ressources extracôtières et a signé cette entente historique au nom du gouvernement fédéral. Avant de faire carrière dans le domaine public, il a pratiqué le droit et a pris une part active à la vie de sa collectivité en tant que bénévole. Il a été président de la Chambre de commerce de Bedford et président des conseils d'administration de la banque alimentaire métropolitaine de Halifax et de Beacon House. M. Regan et son épouse, Kelly, ont trois enfants.

**Sara Hradecky**

Ambassadrice du Canada auprès des États-Unis du Mexique

Sara Hradecky est arrivée au Mexique en novembre 2011 comme ambassadrice désignée du Canada auprès des États-Unis du Mexique. M<sup>me</sup> Hradecky a rejoint le ministère des Affaires étrangères du Canada en 1983. Elle a depuis été affectée à Buenos Aires, à Belgrade et à Tel Aviv. De 1996 à 2000, elle a occupé le poste de consule générale du Canada à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam. De 2006 à 2009, elle a été chef de mission à l'ambassade du Canada aux Émirats arabes unis.

Elle a aussi occupé les postes de directrice du financement international et de directrice générale du développement du commerce international, des politiques et de l'innovation à l'administration centrale d'Affaires étrangères et Commerce international Canada. De 2009 à 2011, elle a été sous-ministre adjointe du Groupe de travail sur l'Afghanistan au Bureau du Conseil privé. M<sup>me</sup> Hradecky est née à Trenton (Ontario) et a grandi à Kitchener-Waterloo (Ontario). Elle a fait ses études universitaires à l'Université Carleton, à Ottawa, où elle a obtenu un baccalauréat ès arts en affaires internationales (1981). Elle a aussi fait des études supérieures à la Norman Patterson School of International Affairs de l'Université Carleton et obtenu une maîtrise en affaires internationales (1983). En 2004, elle a obtenu une maîtrise en sciences aéronautiques à la Embry-Riddle Aeronautical University.

**Patricia Fortier**

Ambassadrice désignée du Canada auprès de la République du Pérou

Patricia Fortier s'est jointe au service extérieur en 1983. Elle a travaillé en Zambie (en 1984) et au Kenya (de 1985 à 1987) pour l'Agence canadienne de développement international et comme agente d'immigration en Inde pour le ministère de l'Emploi et de l'Immigration (de 1987 à 1989). Dans le cadre de ses affectations à l'étranger, elle a également travaillé au sein de l'équipe du Conseil de sécurité à la mission permanente du Canada auprès des Nations Unies (en 1999), comme ministre-conseillère (politique) à l'ambassade du Canada à Washington (de 2001 à 2005) et comme ambassadrice du Canada en République dominicaine (de 2006 à 2009).

Elle a également été au service de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (de 1993 à 1994) et du Conseil de la Terre au Costa Rica (de 1994 à 1995), et elle a été conseillère en chef de la mission de haut niveau au Pérou de l'Organisation des États américains (de 2000 à 2001). À l'administration centrale d'Affaires étrangères et Commerce international Canada, elle a été directrice de la Sécurité régionale et du Maintien de la paix (de 1995 à 2000) et directrice générale des Opérations consulaires (de 2009 à 2011). Plus récemment, elle assumait les fonctions de chargée d'affaires à l'ambassade du Canada au Pérou.

M<sup>me</sup> Fortier détient un baccalauréat avec spécialisation en histoire et en anglais (1978) et une maîtrise en administration publique (1979) de l'Université Queen. Elle est également boursière du centre Weatherhead de l'Université Harvard (de 2005 à 2006). Elle est mariée à Paul Durand.

M<sup>me</sup> Fortier succède à M. Richard Lecoq.



### **Hugues Rousseau**

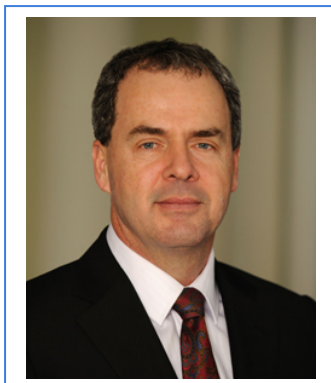
Ambassadeur du Canada auprès de la République du Guatemala

Hugues Réal Rousseau est entré au ministère des Affaires extérieures en 1976, en tant que chargé de dossier. De 1977 à 1979, il a été affecté auprès de l'UNESCO, à Paris. De 1979 à 1982, il a occupé le poste de deuxième secrétaire à La Havane. À son retour à Ottawa, en 1982, il a d'abord travaillé à la Direction de l'Amérique latine et des Caraïbes, puis comme gestionnaire des affectations. Il a par la suite été affecté à l'Unité d'analyse du renseignement extérieur. De 1987 à 1990, M. Rousseau a été premier secrétaire et consul à Bruxelles. Il a ensuite travaillé au cabinet du Premier ministre dans le cadre du Sommet mondial pour les enfants de 1990, avant d'être nommé chef de l'Unité de recrutement du service extérieur.

Entre 1991 et 1998, M. Rousseau a assumé diverses fonctions et occupé divers postes, notamment les suivants : directeur adjoint des affectations du service extérieur; directeur de la Direction des relations parlementaires et de la liaison avec le Cabinet; adjoint législatif au cabinet du ministre des Affaires étrangères; agent ministériel principal au cabinet du ministre de la Coopération internationale; ministre-conseiller à l'ambassade du Canada au Chili. Il a été nommé ambassadeur auprès du Pérou et de la Bolivie en 2001. À son retour à Ottawa, en 2004, M. Rousseau a été nommé directeur général et doyen de l'Institut canadien du service extérieur. De 2006 à 2007, il a occupé à nouveau son poste au cabinet du ministre de la Coopération internationale, puis, de 2007 à 2009, il a été affecté au 12<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, en tant que directeur général fédéral. De 2009 à 2011, il a été ministre conseiller à l'ambassade du Canada aux États Unis. Le 29 août 2001, M. Rousseau était nommé ambassadeur auprès du Guatemala et haut commissaire auprès du Belize.

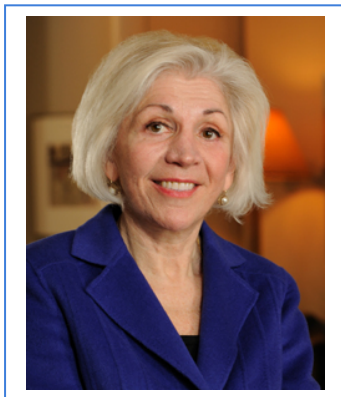
M. Rousseau est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques de l'Université de Montréal (1975). Lui et sa conjointe, M<sup>me</sup> Maryse Harvey, ont trois enfants, Pierre Charles, Vanessa et Bianca.



**Stephen Wallace**

Secrétaire du gouverneur général

Issu d'une famille qui a fait carrière dans la Marine et originaire des provinces de l'Atlantique, M. Wallace a grandi avec ses huit frères et sœurs à Halifax, puis à Ottawa. Ayant fait des études en arts et en administration publique, il a axé une grande partie de sa carrière sur les affaires internationales et l'administration publique. À ses débuts, il a œuvré comme enseignant, bénévole, diplomate et travailleur humanitaire, essentiellement dans le cadre de programmes pour l'Afrique et l'Amérique centrale. M. Wallace a travaillé pendant de nombreuses années au sein de l'Agence canadienne de développement international, où il a géré plusieurs programmes de reconstruction et agi comme vice-président du Groupe de travail sur l'Afghanistan. Parmi ses affectations dans le domaine de la politique publique, mentionnons le Comité parlementaire mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada, et l'Organisation de coopération et de développement économiques pour des travaux sur la société civile. À titre de haut fonctionnaire, M. Wallace a été le secrétaire adjoint du Secteur des opérations gouvernementales au Secrétariat du Conseil du Trésor et, jusqu'à tout récemment, sous-ministre délégué à Patrimoine canadien. Sa famille habite près de Wakefield (Québec). Il est récipiendaire de la Médaille commémorative du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada. Stephen Wallace est devenu secrétaire du gouverneur général en février 2011.

**Margaret Huber**

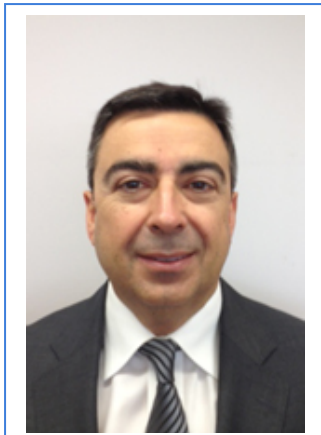
Chef du protocole du Canada

Affaires étrangères et Commerce international Canada

Margaret Huber exerce les fonctions de chef du protocole du Canada depuis la mi-décembre 2010. À ce titre, elle est considérée comme l'agent du protocole occupant le rang le plus élevé lorsque des dignitaires étrangers de haut niveau visitent le Canada ou que des dignitaires canadiens se rendent à l'étranger en visite d'État, en visite officielle ou en visite de travail. Il en est de même pour tout ce qui touche les droits et les statuts spéciaux conférés aux diplomates étrangers au Canada, en plus d'un certain nombre d'organisations internationales. Elle détient un baccalauréat de l'Université McGill et une maîtrise de l'Université d'Ottawa, et elle est diplômée du programme de perfectionnement des cadres de la Harvard Business School.

M<sup>me</sup> Huber est entrée au Service extérieur canadien après ses études supérieures et a occupé diverses fonctions à l'étranger. Elle a notamment été consule générale à Osaka et à Milan, ambassadrice auprès de la République tchèque et de la République slovaque, haute commissaire auprès du Pakistan et, plus récemment, ambassadrice auprès de la Jordanie et de l'Iraq.

À Ottawa, elle a travaillé à la promotion du commerce et à la politique commerciale avec le Japon, les États-Unis et l'Union européenne. Elle a aussi été directrice générale des Contrôles à l'exportation et à l'importation et directrice générale de l'Asie du Nord et du Pacifique.

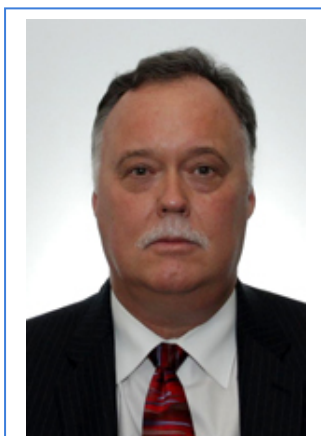


### **Martial Pagé (Mexique)**

Directeur général, Direction générale des politiques de l'Amérique du Nord  
Affaires étrangères et Commerce international Canada

Martial Pagé a été attaché (douanes) à l'ambassade du Canada à Tokyo (1988 à 1992), conseiller pour les questions relatives à la justice et aux affaires intérieures à la Mission du Canada auprès de l'Union européenne à Bruxelles (1997 à 2000), conseiller à l'ambassade du Canada à Ankara (2003 à 2005), ambassadeur au Liban (2008 à 2010) et chargé d'affaires à l'ambassade du Canada à Kinshasa (2010 à 2011). À Ottawa, M. Pagé a occupé divers postes à Revenu Canada, notamment ceux d'agent principal à la Direction des programmes de cotisation, de gestionnaire au Bureau de la coordination des relations internationales et de directeur intérimaire à la Direction de la gestion et des services.

À Affaires étrangères et Commerce international Canada, il a été agent des relations en matière de pêches, directeur adjoint chargé des pays baltes, des pays de l'Association européenne de libre-échange et du Conseil de l'Europe, directeur adjoint chargé des pays baltes, de la Turquie, de Chypre et de Malte, et directeur de la Direction des affectations et de la gestion des bassins communs. En 2011-2012, il était directeur de la Division de la planification et des politiques stratégiques au Secrétariat de la sécurité et du renseignement du Bureau du Conseil privé. Il occupe présentement le poste de directeur général des politiques de l'Amérique du Nord à Affaires étrangères et Commerce international Canada. M. Pagé a obtenu un baccalauréat en économie de l'Université McGill en 1981. Son épouse, Akiko Onozuka, et lui ont trois fils.



### **Neil Reeder (Pérou et Guatemala)**

Directeur général, Amérique latine et Caraïbes  
Affaires étrangères et Commerce international Canada

Neil Reeder est entré au ministère des Affaires extérieures et du Commerce international en 1981, et il a été affecté à diverses missions diplomatiques canadiennes, notamment à Rabat (Maroc), à Washington D.C. et à Hong Kong. Il a été haut-commissaire canadien à Brunéi Darussalam, de 1999 à 2002, et a agi, jusqu'en août 2005, comme chef de mission adjoint à l'ambassade du Canada à Mexico. Il était l'ambassadeur du Canada au Costa Rica, avec accréditation simultanée au Nicaragua et au Honduras, de 2007 à 2010.

À Ottawa, M. Reeder a occupé divers postes aux directions de l'Asie de l'Est, de l'Afrique francophone et des Relations avec les Antilles et l'Amérique centrale. Il a également été l'agent de liaison avec le public au sein de la Direction de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement. De 1995 à 1997, il a été analyste de la politique étrangère (Asie Pacifique) au Secrétariat de la politique étrangère et de la défense, au Bureau du Conseil privé. Il a reçu en 1997 un Prix pour services insignes décerné à des hauts fonctionnaires par le greffier du Conseil privé.



De 1997 à 1999, il a été le directeur du Bureau des relations avec les médias. De 2005 à 2007, il a été le directeur général du Bureau des communications.

M. Reeder est actuellement directeur général de la Direction générale de l'Amérique latine et des Antilles. M. Reeder a été le rédacteur en chef de *Bout de papier*, le magazine du Service extérieur canadien, de 1998 à 1999, et de *Bulletin du désarmement*, une publication du ministère des Affaires étrangères, de 1984 à 1987. Il est marié à Irene Hansen-Reeder, et ils ont trois enfants.



### **Paul Davidson (Mexique)**

Président, Association des universités et collèges du Canada (AUCC)

Paul Davidson assume la présidence de l'AUCC depuis mai 2009. Cet organisme qui donne une voix aux universités du Canada célèbre cette année son centenaire. Depuis sa création, l'AUCC joue un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques gouvernementales régissant la recherche et l'enseignement supérieur. Certes, elle contribue aux progrès dans ces domaines au Canada, mais elle fait également figure de proue en ce qui concerne l'implantation de campus canadiens à l'étranger. Avant d'arriver à l'AUCC, M. Davidson était directeur général de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), un organisme de développement international actif dans 70 campus au Canada et dans 17 autres pays. M. Davidson a occupé

des postes de haut rang dans l'industrie canadienne de l'édition, y compris celui de directeur général de l'Association of Canadian Publishers pendant cinq ans. Il a également été conseiller du chef de l'opposition officielle, du trésorier et du vice-premier ministre de l'Ontario, la plus grande des provinces du Canada.

M. Davidson est titulaire d'une maîtrise ès arts décernée par l'Université Queen's, à Kingston, établissement où il a fait des études en histoire de l'Afrique australe. Il détient par ailleurs un baccalauréat ès arts de l'Université Trent, à Peterborough, où il a fait partie de la première promotion du Programme international. M. Davidson et son épouse, M<sup>me</sup> Elly Vandenberg, ont trois garçons.



### **Derek Evans (Pérou et Guatemala)**

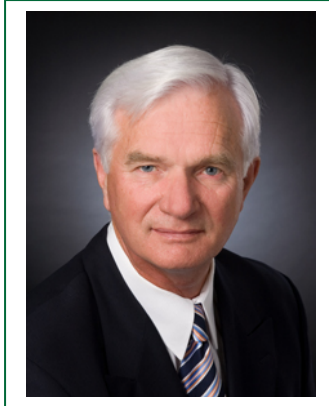
Directeur général, Cuso International

Derek G. Evans est le directeur général de Cuso International, organisme de développement international qui appuie des programmes dans une quarantaine de pays. Il possède une vaste expérience de la haute direction et de la gouvernance dans le secteur des ONG, à l'échelle nationale et internationale.

Il œuvre d'abord principalement dans les secteurs de l'éducation et des droits de la personne. Dans les années 1990, il est secrétaire général adjoint d'Amnistie Internationale. De 2000 à 2005, il occupe le poste de directeur général du Centre d'éducation permanente de Naramata, l'un des instituts d'apprentissage par l'expérience les plus réputés du Canada.

En 2005, il est nommé associé du Centre pour le dialogue de l'Université Simon Fraser et dirige un cabinet indépendant d'experts-conseils offrant des services d'élaboration de politiques et de planification stratégique, en grande partie pour appuyer l'ONU et divers autres organismes internationaux voués à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Evans a aussi agi à titre de négociateur pour la paix dans le cadre de nombreux conflits civils et il a dirigé plus de 70 délégations internationales dans le monde entier. Il est aussi auteur ou coauteur de 14 ouvrages sur les droits de la personne et le développement international. En 2010, il se voit décerner un doctorat honorifique en reconnaissance de son travail en matière de droits de la personne et de dialogue interconfessionnel, ainsi qu'un Prix Vision pour son leadership stratégique.



**James Knight**

Président-directeur général  
L'Association des collèges communautaires du Canada

James Knight est président-directeur général de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) depuis novembre 2007. L'ACCC représente les intérêts des collèges publics, des instituts de technologie, des collèges universitaires, des cégeps et des écoles polytechniques.

M. Knight détient un B.A. en histoire et philosophie de l'Université de Western Ontario, une maîtrise en histoire du Canada de l'Université de Toronto, un certificat en gestion de l'Université Queen's et un diplôme de sommelier du Collège Algonquin.

Fort de 25 ans d'expérience à la direction de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et d'une expérience antérieure dans la fonction publique fédérale (Affaires indiennes et du Nord Canada et Environnement Canada) et au sein de la fondation Héritage Canada, M. Knight apporte à l'ACCC une vaste expertise à l'échelle nationale, internationale et communautaire. Durant la période où il était à la tête de la FCM, de nombreuses initiatives ont été lancées, dont un programme d'infrastructure municipale tripartite, le transfert aux municipalités de cinq sous par litre de la taxe d'accise fédérale sur l'essence, la création du Fonds municipal vert, et un programme international primé.

Depuis qu'il est à la barre de l'ACCC, M. Knight a contribué à obtenir une importante aide financière du gouvernement du Canada pour les établissements membres, laquelle a été bonifiée du même montant par les gouvernements provinciaux et territoriaux. Des projets de modernisation et d'expansion de près de 2 milliards de dollars ont été mis en œuvre sous le Knowledge Infrastructure Program. De plus, le soutien fédéral à l'égard des partenariats de recherche appliquée entre des collèges et des petites et moyennes entreprises a augmenté de plusieurs fois le montant initial. Enfin, M. Knight fait valoir la contribution centrale qu'apportent les collèges et instituts canadiens à la viabilité économique, sociale et environnementale du Canada.

**Jayson Myers**

Président et Chef de la direction, Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)

Jayson Myers est le président et chef de la direction de Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC), la plus importante association commerciale et industrielle du Canada. Avec son réseau de plus de 10 000 entreprises à travers le Canada, MEC a pour priorité de promouvoir l'innovation dans le domaine des affaires, d'accroître la compétitivité du secteur manufacturier canadien et de développer des débouchés pour ses membres sur les marchés, aussi bien au pays qu'à l'étranger. M. Myers préside la Coalition des manufacturiers du Canada, formée de 52 associations manufacturières qui parlent d'une seule voix pour exprimer les questions d'un intérêt prioritaire pour les manufacturiers.

Il est également le coprésident du Conseil du secteur de la fabrication de l'Ontario et de celui des Grands Lacs. Un économiste expert dans le domaine du changement industriel et technologique, il est en outre membre de divers conseils consultatifs, dont ceux des ministres fédéraux du Commerce, de l'Industrie, de l'Immigration et de Ressources humaines et Développement des compétences.

Les manufacturiers et les exportateurs canadiens développent activement leurs marchés à l'étranger et investissent partout dans le monde. Ils considèrent que l'Amérique latine offre de nouvelles occasions d'affaires importantes. MEC appuiera ses membres en établissant des partenariats avec des organisations de gens d'affaires qui sont en mesure de les aider sur les marchés internationaux. MEC est particulièrement fier de collaborer avec la Chambre de commerce Canada-Mexique et l'Institut polytechnique de Monterrey en tant que partenaires commerciaux au Mexique.

**Glenn Nolan**

Président, Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE)

Au cours de ses 30 années de carrière à titre de prospecteur, d'entrepreneur, de politicien et de dirigeant d'entreprise, M. Nolan s'est distingué comme l'un des principaux promoteurs de la participation communautaire et du renforcement de la relation entre les collectivités autochtones et l'industrie minière. Il s'est joint à l'ACPE en 2004, siégeant à divers comités, dont ceux des Affaires autochtones et de la Planification des congrès. En accédant à la présidence, en mars 2012, il est devenu le premier président autochtone de l'association en 80 ans d'histoire. Il s'est donné pour mission de renforcer la capacité de l'ACPE de fournir à ses membres des stratégies de communication pour engager le dialogue avec les collectivités autochtones d'un bout à l'autre du Canada et dans le monde entier.

M. Nolan est considéré comme un expert de premier plan dans la participation communautaire et dans l'établissement de relations positives et durables avec les collectivités autochtones. Il combine son expérience dans le secteur de l'exploration minière avec son mandat de chef de la Première Nation des Cris de Missanabie, dans le nord de l'Ontario. À titre de chef, il a cherché à promouvoir le développement de la collectivité et des affaires en mettant l'accent sur une saine gestion des ressources budgétaires et humaines. M. Nolan est actuellement vice-président des Affaires autochtones pour Noront Resources, une petite société minière qui exploite un gisement de nickel et de cuivre dans la région du Cercle de feu en Ontario.



**Monsieur le juge David M. Paciocco**  
Cour de justice de l'Ontario

M. Paciocco (Baccalauréat en droit, Université Western Ontario, 1979; baccalauréat en droit civil, Université d'Oxford, 1981) est juge de la Cour de justice de l'Ontario et professeur émérite à l'Université d'Ottawa, où il a enseigné le droit criminel et de la preuve pendant 30 ans.

Il a agi en qualité d'avocat de la poursuite et de la défense, de sorte qu'il a souvent plaidé devant des cours d'appel canadiennes, et devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Il a rédigé plus de 100 articles et il est l'auteur et le coauteur de quatre ouvrages, y compris *The Law of Evidence* (Irwin Law, 1996, 6<sup>e</sup> édition, 2011). Ses travaux ont été cités plus de 50 fois par la Cour suprême du Canada, et de nombreuses fois par d'autres tribunaux canadiens, y compris à l'international. Il a remporté plusieurs prix importants pour ses travaux de recherche.

Ces deux dernières années, le juge Paciocco a eu le privilège de donner de la formation sur la plaidoirie à l'intention de juristes mexicains, à Merida et à Cancun, pour le gouvernement du Canada. Il a rédigé des articles sur la transition et collaboré avec des délégations de passage à Ottawa.

Son expérience lui permet de se pencher sur les enjeux liés à la transition vers un système de justice accusatoire, et sur les difficultés qu'implique le recours à la procédure pénale pour juger des atrocités de masse perpétrées pour des raisons politiques.